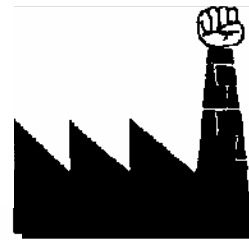
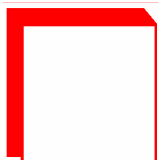


A CONTRE COURANT

syndical et politique



En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



A la mémoire de Carlo GIULIANI

« Carlo è vivo, e lotta con noi »

Un manifestant est mort ! jeune italien de 23 ans abattu de 2 balles dans la tête sur le corps duquel un véhicule de la police s'est acharné à rouler à plusieurs reprises. Un manifestant est mort ! un homme tué par cette bestialité policière qui matraque, piétine, écrase, tabasse et assassine celles et ceux qui ont l'audace de ne pas se soumettre à l'ordre injuste de ce monde. Un manifestant est mort ! Carlo Giuliani a rejoint le long cortège des martyrs qui ont lutté à *en mourir* pour la justice et la liberté, son nom est venu s'ajouter à l'interminable liste de ceux qui, des 10 de Fourmies à Gilles Tautin et Malik Oussekine, sont tombés dans la rue et ne se sont jamais relevés.

La violence déchaînée est inhérente à l'action de la police lorsqu'elle devient chien de garde du pouvoir d'Etat. Toute répression policière du mouvement social ne peut qu'être brutale et démesurée. Elle doit l'être car seule la férocité de la police lui permet de contenir momentanément une puissance qui lui est infiniment supérieure : la force collective qu'engendré le rassemblement social de volontés individuelles. D'ailleurs, après examen des circonstances, comment ne pas considérer comme inévitable la mort d'un manifestant ? Comment ne pas considérer cela comme une forme d'assassinat, avec sa part de préméditation, quand on découvre que les autorités policières berlusconiennes envoient *au front*, avec en main des armes à feu, des adolescents inexpérimentés et paniques ? Et lorsque d'autres, plus expérimentés et d'une froide brutalité, surgirent dans la nuit pour parachever ces basses besognes, on cru revivre à Gênes les heures sombres et terribles de Santiago du Chili.

Les dirigeants du monde ont mobilisé 20.000 policiers sur-armés pour endiguer la déferlante populaire qui, de contre-sommets en contre-manifestations, résiste et défie le talon de fer du capitalisme mondialisé. 20.000 policiers pour écarter les 300.000 manifestants des 8 chefs d'Etat : c'était dévoiler que leur pouvoir ne s'enracine pas dans le peuple dont ils se prétendent les représentants mais tient en grande partie à la matraque qui les protège. 300.000 manifestants aux revendications desquels les 8 chefs d'Etat auront opposé une fin de non recevoir.

Georges W. Bush est reparti comme il est venu, déclarant : " *la mondialisation est une bonne chose, elle apporte des avantages à tous, il faut plus de mondialisation pour permettre plus de démocratie* " ; et son affidé romain, Augusto Berlusconi de rajouter : " *Ceux qui sont contre le G8 luttent contre le monde occidental, la philosophie du monde libre, l'esprit d'entreprise* ".

Des institutions qui répondent par la violence à la contestation populaire témoignent de leur fragilité et se condamnent à intensifier la répression. Qu'on la désigne, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, par le terme de " *mondialisation* " ou qu'elle se cache, comme c'est le cas depuis des décennies dans les bidonvilles du Tiers-Monde, sous le vocable d' " *ajustement structurel* ", c'est toujours de la logique du Capital dont il s'agit. A Gênes, derrière les carabinieri, elle fut contrainte une fois de plus, de se révéler un instant telle qu'elle est, charriant des violences de toutes sortes qui peuvent prendre à l'occasion la forme de la matraque, du canon à eau, de la grenade lacrymogène, voire du tir à balles réelles.

Carlo est tombé, mais il n'est pas mort car il lutte avec nous !

G8 à Gênes : départ des chefs d'Etat



L'art et la manière d' "actualiser le communisme" : Alain BIHR y a consacré un long texte que nous publions intégralement, par épisodes, depuis le n° 120 (Janvier 2001). Le chapitre que vous trouverez ci-dessous, qui énumère "quelques propositions stratégiques", est le quatrième et dernier. Il avait été précédé d'un premier chapitre analysant "le communisme chez Marx" (ACC n° 120 et 121), d'un deuxième décrivant "la nécessité actuelle du communisme" (ACC n° 122 et 123) et d'un troisième évoquant "la question de la possibilité du communisme" (ACC n° 124 et 125).

Tout nouvel abonné qui en fera la demande recevra gratuitement les chapitres qui lui manquent.

Actualiser le communisme

IV. Quelques propositions stratégiques.

Ainsi, les développements récents du capitalisme ont-ils fait mûrir les conditions objectives du communisme ; tout en compromettant, simultanément, certaines de ses conditions subjectives parmi les plus importantes. Si, en dépit de son simplisme apparent, cette conclusion possède une certaine pertinence, elle autorise la conclusion suivante : *la tâche essentielle du mouvement révolutionnaire consiste aujourd'hui à reconstituer un moment subjectif à la mesure des possibilités objectives contenues dans le développement actuel du capitalisme.*

C'est le sens des propositions suivantes. Puisqu'il s'agit, en un sens, de refonder le mouvement révolutionnaire, j'articulerai ces propositions autour des trois pôles traditionnels de ce mouvement : son sujet, son projet et son trajet. J'ajouterai encore que ces propositions n'ont aucune prétention à l'exhaustivité et je suis parfaitement conscient de leur insuffisance voire de la faiblesse de certaines d'entre elles²³. Je les livre, comme le restant de mon analyse, à la discussion collective et à la critique de chacun. Mon plus vif souhait est qu'elles stimulent l'une et l'autre.

A) La question du sujet.

Comment (re)transformer aujourd'hui le prolétariat en une force sociale, qui plus est en une force possédant un potentiel révolutionnaire ? Autrement dit, comment (re)donner au prolétariat une capacité d'infléchir, voire de briser, la dynamique du capitalisme au niveau même où celle-ci se déploie aujourd'hui, à savoir le niveau mondial ? En un mot, comment permettre au prolétariat de dépasser les divisions et contradictions qui le marquent à ce niveau et que j'ai signalées plus haut ? Telle est la question décisive aujourd'hui.

La réussite d'une pareille tâche ne pourra être qu'une oeuvre de longue haleine. Mais par où commencer ? Sur quoi prendre appui dans l'existant ? J'avoue avoir peu d'idées pertinentes sur la question. Je me contenterai de deux suggestions.

1. Le combat doit (re)partir de ce qui fonde, aujourd'hui comme hier, le pouvoir du capital, à savoir son exploitation et sa domination du travail, son appropriation du procès de travail, donc des conditions de travail et d'existence qui en résultent pour les travailleurs. Mais en tenant compte du fait que l'organisation de ces conditions par le capital se fait aujourd'hui d'emblée au niveau mondial.

Il faut donc s'appuyer, en premier lieu, sur les *structures syndicales*, locales, nationales ou internationales, mais pour les ouvrir précisément sur la dimension mondiale. Autrement dit, savoir qu'il s'agit pour elles d'organiser l'affrontement entre capital et travail d'emblée à ce niveau. Même pour les questions les plus élémentaires, comme celles concernant les conditions de travail ou les salaires.

C'est notamment le cas dans les branches d'ores et déjà les plus internationalisées et, plus encore, dans les entreprises qui possèdent une structure multinationale. Dans ces dernières, toute action (par exemple une grève), même lorsqu'elle vise un objectif seulement local ou national, doit d'emblée pouvoir disposer de relais au sein de tous les autres établissements de l'entreprise, au sein du même Etat comme à l'étranger. Ce qui implique que les structures syndicales locales et nationales renforcent leurs relations, y compris organisationnelles, avec l'ensemble des autres structures opérant dans l'entreprise (ou même la branche) considérée.

Ce qui naguère paraissait difficile sinon même utopique est aujourd'hui à portée de mains. Aussi bien du fait du développement des moyens de télécommunication (dont l'Internet) ; que du fait de la diffusion des connaissances (maîtrise des langues étrangères, connaissance de la situation sociale et politique dans les Etats étrangers, perception grandissante de l'interdépendance des diverses situations nationales, etc.).

2. Les structures syndicales (existantes ou à développer) ne sont cependant pas les seuls points d'appui qui s'offrent à l'effort visant à la (re)constitution de l'unité du prolétariat sur le plan mondial. Pareil effort trouvera aussi, plus largement, à s'appuyer sur tous les mouvements sociaux à dimensions internationales qui s'en prennent d'ores et déjà à certains aspects de la domination du capital au delà du procès de travail et de production strictement dit. Notamment :

- les embryons de mouvement international de chômeurs ou d'exclus qui ont pris forme dans le cadre des marches européennes contre le chômage qui se sont déroulées au cours de ces dernières années ;

- les mouvements contestant les formes actuelles de mondialisation néo-libérale et d'hégémonie du capital financier, qui ont pris l'habitude de manifester ensemble lors des réunions du G7 ou de l'OMC, dont le principal (tant par son audience, le nombre de ses adhérents que par la structuration internationale qu'il est en passe de se doter) est ATTAC ;

- les mouvements écologistes qui ont déjà une longue tradition d'organisation de campagnes et de luttes contre certains groupes capitalistes particulièrement écicides (les pétroliers par exemple) et contre les Etats les soutenant sur le plan international ;

- enfin les mouvements féministes qui, au cours des dernières décennies, ont également commencé à se structurer sur le plan mondial et à faire écho des conditions misérables d'existence de la plus grande part du prolétariat mondial, les femmes y comptant toujours parmi les moins bien lotis mais y étant aussi souvent au coeur de l'organisation des mouvements populaires de résistance et de lutte.

Certes, "tout ce qui bouge n'est pas rouge". Autrement dit, ces différents mouvements sont

par définition traversés de courants divers, tous ne sont pas anticapitalistes ni *a fortiori* favorables à la perspective communiste. La participation à ces mouvements doit donc s'envisager dans la perspective d'une lutte plus générale du prolétariat (et de ses organisations représentatives) pour conquérir et établir son hégémonie au sein des mouvements populaires ; par conséquent dans la perspective d'alliances de classe. Il ne peut être ici question de poser plus précisément ces questions encore moins de les résoudre. Je voulais tout simplement en signaler l'existence.

B) La question du projet.

Par projet, j'entends ici quelque chose de plus vaste mais aussi de moins déterminé (précis) que la classique notion de programme. Disons qu'il



s'agit d'un ensemble d'objectifs de lutte qu'il faut se proposer de poursuivre. J'en retiendrai trois ici :

1. Travailler tous, travailler moins, travailler autrement, les trois aspects de cet objectif étant indissociables. L'enjeu est ici triple :

- En premier lieu, en luttant contre la fragmentation mortelle du prolétariat engendrée par le chômage et la précarité, il s'agit de *reconstituer l'unité et l'identité de la classe* dans et par la participation de tous ses membres au procès de travail et de production.

- En second lieu, il s'agit de *tirer parti des immenses possibilités qu'ouvre l'automatisation du travail*, que ce soit en termes de réduction du temps de travail (sur la journée, la semaine, l'année ou l'existence entière) ; ou de requalification de la force de travail de l'immense masse des travailleurs dans la perspective d'un dépassement de la division entre travail manuel (ou d'exécution) et travail intellectuel (de direction, d'organisation et de conception), que la réduction du temps de travail rendra par ailleurs

possible.

- En troisième lieu, et plus fondamentalement encore, en poussant l'automatisation des procès de travail à bout par la réduction continue du temps de travail, il s'agit à la fois d'ouvrir la perspective d'un dépassement du système de production régi par la loi de la valeur ; et de réaliser, en définitive, le vieux rêve humain de la "fin du travail", de l'abolition du "règne de la nécessité", tâche en même temps que condition du communisme. Rêve que le capitalisme pervertit pour l'instant en cauchemar sous la forme du développement massif du chômage et de la précarité.

2. L'institution d'un revenu social garanti. Ce revenu doit être assuré à tout individu en contrepartie de sa participation au procès social de production. Cette institution est doublement nécessaire :

- Dans l'immédiat, il s'agit de lutter contre la marginalisation, voire l'exclusion sociale, dont sont victimes les chômeurs de longue durée ; et contre la précarité des conditions d'existence qu'impliquent les formes "atypiques" d'emploi : travail à temps partiel, contrat à durée déterminée, missions d'intérim. En un mot : tous les membres de la "surpopulation relative".

- À plus long terme, il s'agit de déconnecter le revenu de la durée du travail, dès lors que celle-ci ira diminuant et prendra la forme d'une participation irrégulière au procès social de production. L'institution d'un tel revenu social garanti procédera d'une *extension de la socialisation du revenu* déjà initié par le capital dans le cadre du salariat, sous forme du salaire indirect. Elle prendra tout simplement acte du degré de socialisation de la production et du degré de substitution du travail mort au travail vivant, autrement dit du degré de développement des forces productives de la société, désormais en mesure de garantir à l'ensemble de ses membres la couverture de ses besoins au moins les plus élémentaires.

Ce revenu social ne sera donc plus mesuré par la quantité de travail fourni par l'individu (comme dans la production marchande simple), ni même par les exigences de la reproduction de sa force de travail (comme dans le régime du salariat - en ce sens, il ne s'agirait donc plus d'un salaire), ni *a fortiori* par le minimum nécessaire à la survie (comme dans les différentes formules actuelles de revenu minimum), mais par le degré de développement de la productivité du travail social tout entier. En un mot, il s'agit d'instituer comme règle

de répartition du fonds social de consommation le principe communiste "*de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*". Le droit de chacun à un tel revenu doit être conçu comme la contrepartie de sa participation au procès social de production, de son devoir de prendre sa part de l'effort collectif en vue d'assurer les conditions matérielles et institutionnelles de la reproduction de la société.

3. Exiger un emploi pour tous

tout en permettant de chacun de travailler moins, comme exiger un droit inaliénable pour chacun de puiser (sous certaines conditions) dans le fonds commun social des moyens de consommation individuels ou collectifs, conduit à *réorienter la production sociale* : à produire autrement et autre chose. L'enjeu est ici encore double :

- Il s'agit, d'une part, de *rompre avec la logique du productivisme* inhérent à l'économie capitaliste, dont les dégâts écologiques et sociaux sont aujourd'hui patents et considérables, comme j'ai eu l'occasion de le signaler.

- Il s'agit, d'autre part, d'*avancer sur la voie d'une maîtrise de ses propres forces productives* par l'ensemble de la société (et d'abord par les producteurs), aujourd'hui aliénées par le mouvement du capital.

Autrement dit, il s'agit pour le mouvement ouvrier de cesser de ne s'intéresser qu'à la manière de *répartir* la richesse produite, pour se mêler de près de toutes les questions concernant les manières de *produire* et de *consommer* cette richesse, donc de tout ce qui concerne le contenu et le sens même de l'acte de production. A lui de défendre une réorganisation et une réorientation de cet acte en fonction d'exigences :

- d'ordre écologique : pour préserver les conditions naturelles d'existence de l'espèce humaine ;

- d'économie de travail : pour reproduire les forces productives de la société au moindre coût en termes de temps de travail et d'usure de la force de travail ;

- d'utilité sociale : il s'agit de déterminer par une procédure démocratique, ouverte aux usagers et consommateurs comme aux producteurs, les besoins individuels et sociaux à satisfaire en priorité ;

- d'ordre organisationnel : il s'agit de favoriser le processus de déconcentration et de décentralisation de l'appareil productif, de manière à en rendre possible l'autogestion par les producteurs, les populations avoisinantes et les consommateurs ;

- de coopération internationale : il s'agit de privilégier le développement des modes de produire et de consommer qui, non seulement ne constituent

pas une entrave, mais encore créent des conditions favorables au développement de l'ensemble des peuples et nations de la Terre.

C) La question du trajet.

Pour conclure, je dirai quelques mots de la manière dont ces luttes doivent être menées, de la perspective stratégique dans laquelle elles s'inscrivent.

1. Pour des raisons multiples sur lesquelles je ne peux pas revenir ici, je propose que cette perspective tourne le dos à la stratégie étatique, voire étatiste, que le modèle dominant du mouvement ouvrier a suivi depuis la fin du siècle dernier. La réalisation des objectifs précédents nécessitent au contraire la construction de ce que j'appelle des *contre-pouvoirs*, c'est-à-dire des structures capables tout à la fois :

- d'*impulser des pratiques alternatives*, en rupture (à des degrés divers) avec ces deux médiations majeures de l'organisation capitaliste de la société que sont le marché et l'Etat (exemples : un plan alternatif d'embauché, un contre-plan de production ou d'organisation d'un service public) ;

- de *servir de "noeuds" dans les réseaux militants*, donc de passerelles entre l'ensemble des organisations (associations, syndicats, mouvements sociaux spécifiques, organisations politiques) opérant sur un territoire donné (commune, "bassin", région, etc.). Les Bourses du Travail du début du siècle en fournissent un exemple sous ce rapport ;

- de se *féderer* de manière à étendre continûment le champ de la dissidence sociale par rapport au marché et à l'Etat ;

- de *préparer l'inévitable affrontement violent avec les Etats*, par un incessant travail d'auto-organisation de la société destiné à les délégitimer, à les court-circuiter, à les neutraliser.

2. C'est sur la base de la constitution de tels contre-pouvoirs, d'abord locaux et partiels, puis de leur fédération progressive en un contre-pouvoir à l'échelle de la société toute entière et de l'ensemble des activités sociales, que l'on peut espérer initier des pratiques de réappropriation, par les masses populaires, de la gestion de l'ensemble des affaires collectives, ce qui n'est pas autre chose en définitive que le communisme tel que je l'ai défini plus haut. Dans une telle stratégie de contre-pouvoir, on peut distinguer en gros trois étapes.

1^{ère} étape : elle se caractérise par des pratiques *partielles* et *locales* de contre-pouvoir. Celles-ci peuvent prendre appui sur :

- *l'autogestion par les travailleurs de leurs luttes*, dans le travail aussi bien qu'hors du travail, permettant leur auto-

organisation progressive en réseaux autonomes fédérant des collectifs de base (dans les entreprises, les quartiers, les localités) ;

- *le déploiement de "logiques alternatives"*, dans le travail aussi bien qu'hors du travail, opposées à la logique capitaliste. Ces logiques se développeront sous la forme de projets alternatifs (ou contre-projets) élaborés, imposés et mis en oeuvre par les travailleurs eux-mêmes, allant dans le sens d'une réappropriation de leurs conditions sociales d'existence et plus largement de la prise en charge de l'ensemble de la praxis sociale. On veillera à ce que ces projets ne visent pas à améliorer seulement la situation immédiate des travailleurs, mais aussi le rapport de forces global en leur faveur.

2^e étape : elle se caractérise par la *multiplication et la coordination* de ces pratiques de contre-pouvoir, donc par *leur extension* à plus vaste échelle (celle de branches entières, ou de "bassins d'emploi", de régions, voire de nations ou de groupes de nations). Le contre-pouvoir prolétarien s'affirme alors progressivement comme une force sociale et politique au niveau de la société entière, capable non seulement d'imposer à la classe dominante des transformations sociales majeures (des réformes "radicales") mais encore de rendre crédible la perspective d'une "rupture" avec le capitalisme, en renversant le rapport de forces en faveur du prolétariat.

A travers ce processus, le prolétariat doit chercher à se constituer en *société alternative ou contre-société* (et non plus seulement en contre-Etat, comme dans le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier), en élargissant sans cesse les "espaces de liberté" ainsi conquis *dans et contre* la société capitaliste, en prenant appui en particulier sur l'existence de réseaux denses de coopératives de production et de consommation, sur des mouvements sociaux gérant des pans entiers de la vie économique et sociale (par exemple les équipements collectifs et les services publics), sur des associations favorisant une expression culturelle autonome du prolétariat, tous donnant l'exemple de ce que peut être une société s'auto-organisant et s'auto-gérant.

H se crée ainsi progressivement une situation de *double pouvoir* au sein de la société : en face du pouvoir séparé du capital, et notamment de l'Etat, se dresse désormais le contre-pouvoir prolétarien né de la réappropriation et de la gestion démocratique de certains au moins des rouages de la vie sociale. Situation en définitive instable et transitoire, qui ne peut déboucher que sur une crise révolutionnaire... ou sur une contre-révolution, dans la mesure où elle

pose très concrètement la question générale du pouvoir au sein de la société.

3^e étape : Cette situation de double pouvoir fait apparaître ce qui reste de pouvoir capitaliste, et d'abord l'appareil d'Etat, comme un obstacle essentiel à la réalisation des projets et des aspirations populaires, donc comme un obstacle à abattre. Et réciproquement, le contre-pouvoir prolétarien est devenu pour la classe dominante une menace mortelle. Dès lors, l'affrontement violent entre eux est devenu inévitable. Et seul un pareil affrontement peut parachever le processus révolutionnaire.

La "*rupture*" révolutionnaire est ainsi le moment où le contre-pouvoir prolétarien parvient à démanteler l'appareil d'Etat pour se substituer à lui dans la gestion générale de la société. Cette "rupture" avec le capitalisme aura été préparée par une lente et patiente reconquête par les forces prolétariennes de la maîtrise sur leurs conditions sociales d'existence, dans le travail aussi bien qu'hors du travail ; par un long et sans doute difficile apprentissage de l'auto-organisation dans les luttes, de la démocratie directe, de l'autogestion de la vie sociale ; par un processus ininterrompu d'"*expérimentation sociale*", avec ce qu'il implique de tâtonnements, d'essais et d'erreurs rectifiés, permettant l'enrichissement de la conscience de classe, le renforcement du désir d'autonomie individuelle et collective ainsi que de la conviction de la possibilité de fonder sur cette dernière une réorganisation globale de la société. En un mot, la "rupture" avec le capitalisme aura ainsi été précédée et préparée par la maturation d'un contre-pouvoir prolétarien, se renforçant, tant objectivement que subjectivement, au rythme des concessions, réformes, ruptures partielles obtenues par ses luttes contre le pouvoir capitaliste.

Et l'on saisit aussitôt que cette "rupture" révolutionnaire n'a rien à voir avec l'action putschiste d'une minorité de "révolutionnaires professionnels" s'auto-proclamant et s'auto-instituant en direction du processus révolutionnaire, dans un rapport "substitutiste" aux masses. Elle est au contraire l'acte qui couronne la réappropriation *collective* par les travailleurs de la capacité à diriger et organiser la société, au terme d'un processus qui aura vu se développer de pair leur pouvoir, leur autonomie et leur conscience.

Alain BIHR

23 J'ai cependant développé certaines d'entre elles dans la troisième partie de Du "Grand Soir" à "l'alternative".

FIN

Les ambitions du MEDEF

Une situation favorable.

Depuis l'exacerbation de la mondialisation, le monde social et du travail se retrouve apparemment confronté à un adversaire auquel il s'est toujours heurté depuis la naissance du capitalisme industriel, parfois de manière dramatique quand les forces dites de l'ordre interviennent sur consigne du pouvoir politique pour le maintien du statut-quo, autrement dit du système d'exploitation et d'aliénation.

Les moeurs dans le domaine de la répression ont quelque peu évolué, même si dans les moments de forte tension (Mai 68, les contre manifestations anti-mondialisation d'aujourd'hui telle celle de Nice) la violence policière donne libre cours aux dévouements des poulx contenues de ses auteurs.

Il en est de même du patronat. Il se veut désormais plus soft, plus près du peuple, tout au moins en paroles et en apparence, car partager les fruits du labour populaire par une redistribution plus significative de la plus-value est pour lui une autre histoire. Il ne veut plus être perçu au travers du portrait caricatural de maître de forge aux dents acérées, au costume trois pièces rayé et haut-de-forme en cheminées d'usine. Fini cette image. Le patron moderne sourit, serre la main de son employé, devenu collaborateur, parle, volontiers. Et il se targue d'idées car il a fait les grandes écoles : Centrale, Mines, ENA, souvent assis sur le même banc que celui, entré en politique, lui, qui sera en charge des affaires de la nation. Ça crée des liens et à l'occasion, ni l'un, ni l'autre, n'oubliera. Inutile de nommer, il y aurait des oublis et cela ferait des mécontents !

Bref, qu'il s'agisse d'économie, de politique, de rapports sociaux (ne dit-on pas humains ?), depuis quelques années on se veut moderne du côté des accapareurs de profit (dont les hausses sont parfois vertigineuses) et de celui des décideurs (politiciens de tous bords garants de la bonne marche des choses).

Cette maladie de la modernité - gangrène devrait-on dire tant elle a pénétré profondément tous les corps de la société - n'a pas épargné le milieu présumé assurer la défense des intérêts des travailleurs, à savoir le syndicalisme. Le consensus mou et rampant qui a pris naissance sous le règne mitterrandien est bien ancré dans les comportements et les pratiques des ap-

pareils de représentation. La déconnexion de ces appareils de la base n'a jamais été aussi flagrante. Elle est le fruit de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le syndicalisme d'accompagnement. Sur le plan politique elle se traduit par la désaffection continue et croissante des urnes. Cette fracture a aussi donné naissance, après les expulsions des moutons noirs cher à Edmond Maire, au départ volontaire de milliers de militants syndicaux issus surtout de la CFDT, pour construire de nouvelles structures de lutte : les SUD, le groupe des Dix, ou en développer d'autres, existantes, comme la CNT.

Et pourtant il y eut et il y a toujours des réactions, des sursauts. L'automne-hiver 95 a ainsi vu s'élever une bonne partie des travailleurs contre le plan Juppé qui fut abandonné. L'espoir de relance du mouvement social fut cependant de courte durée, les formes auto-organisationnelles hors structures syndicales s'estompant avec la fin de la grève. Et puis il y eut la fermeture de l'usine Renault à Vilvoorde (Belgique) confirmée par Jospin tout empreint de compassion à l'égard des ouvriers klee-nexés. Sursaut encore, mais défaite : la Bourse fait la loi. Enfin le printemps vient de connaître sa chaîne de restructurations-délocalisations : Danone, Mark & Spencer, Valéo, Moulinex (sans compter les milliers de jetés des PME non-astreintes aux plans sociaux et dont on ne parle donc pas) qui n'a entraîné là encore que réactions morales de la part des pouvoirs publics, complices en ce qu'ils ne mettent en cause que la brutalité des méthodes et non leur fondement : le profit des grands groupes transnationaux. Les manifestations, les occupations, le boycott ont malheureusement un goût de luttes défensives, dispersées, sans projet collectif qui, il est vrai, ne peut s'esquisser dans les moments de stress, mais surtout don ne veulent pas les confédérationsO).

Si l'on ajoute à ce bref tableau de morosité sociale l'adhésion totale des politiques de la gauche plurielle aux thèses du néolibéralisme avec ce que cela suppose d'agressions répétées contre les acquis obtenus de haute lutte par le mouvement ouvrier - citons entre autres méfaits le saccage de la protection sociale, la distribution de l'argent public au patronat sous couvert d'allègement des charges, la mise en oeuvre de l'annualisation et de la flexibilisation du temps de travail par le biais des 35 heures à la sauce Aubry - alors

on ne peut que reconnaître que l'époque est particulièrement favorable à l'apparition au premier plan d'un patronat réactionnaire plus dominateur que jamais.

Le patronat : force incontournable ?

Déçu par les pouvoirs de droite successifs : Balladur, Juppé coupables de tergiversations, ne supportant plus la mollesse du prédécesseur de Seillière, le patronat a décidé donc, dans un contexte environnemental particulièrement propice, de prendre le taureau par les cornes et d'affirmer son existence en tant que force incontournable dans l'ouvre néo-libérale mondiale. Les affaires sont les affaires, et ce n'est certes pas le baron qui démentira, lui qui, sous la pression de ses actionnaires a retiré ses billes d'AOM -Air Liberté, mettant au chômage plusieurs centaines de salariés. On peut mettre en évidence plusieurs phases de la démarche patronale.

1) La mue.

Depuis plusieurs années déjà le patronat se préparait, en particulier sous l'impulsion de son théoricien Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA)(2) à changer de peau. ^V*CNPF" était devenu ringard de part la connotation de lutte de classes



qui en émanait. Désormais, avec le Mouvement Des Entreprises de France (MEDEF), il a voulu faire ressortir l'idée " d'unir dans un destin commun entrepreneurs et salariés". L'entreprise ne doit plus être conçue comme un lieu de conflit potentiels, mais en tant que communauté d'intérêt où les relations, - n'osons pas dire les rapports de production ! - dirigeants/exécutants sont interactives et non plus conflictuelles. Exit donc domination et soumission. A quoi pourraient donc servir les syndicats, sinon à avaliser les décisions directoriales ? Le MEDEF en fait peu de cas, quand il ne les méprise pas, excepté la CFDT.

2) Les objectifs.

a) L'entreprise, cellule de base. Il s'agit pour le MEDEF de faire de l'entreprise la cellule de base de la société "favorisant la liberté d'entreprendre"³, en "promouvant l'esprit d'entreprise et sa diffusion dans toutes les composantes de la société"⁴ (souligné par nous). Le MEDEF estime aujourd'hui que son rôle ne se borne plus à l'économique, mais qu'il a aussi une vocation idéologique. Il se veut ainsi groupe de pression, ce qu'il ne va pas tarder à montrer dans son projet de "Refondation sociale".

Pour atteindre cet objectif : l'inscription de l'entreprise au centre de la société - en somme l'entreprise devient une grande famille - l'organisation patronale se prétend partenaire politique au même titre que n'importe quelle institution de ce type. Elle exige d'être associée à part entière à la définition et à la conduite des affaires publiques et donc d'y imprimer sa marque. Car le MEDEF voit bien au delà du bout du nez de son baron. La société française doit changer et il compte bien être un élément déterminant dans cette réforme. Face à l'exigence de "compétitivité globale", il n'hésite pas à affirmer que les entrepreneurs ont désormais un droit de regard sur des secteurs aussi tôt que la santé, l'éducation, l'information, l'emploi, le fonctionnement de l'Etat...

Cette prétention du MEDEF à devenir un pôle sociétal hégémonique, de par les moyens utilisés pour y parvenir : déconstruction sociale, appropriation des pouvoirs de décision... a un goût marqué de totalitarisme new-look au service de la nouvelle cellule de base de la société : l'entreprise. Ne nous leurrons pas : le projet de Big Brother est global.

b) Le partage des risques. Cet objectif est en rapport direct avec le précédent. Si la société doit changer, c'est bien évidemment dans le sens des intérêts du capitalisme. Mais à ce dernier il faut redonner une couleur moderne qui le rende plus acceptable; il faut donc le moraliser. Comment est-ce possible ? En imposant l'idée d'une société consensuelle où le facteur risque ("*la valeur des valeurs*" selon D. Kessler et F. Ewald - ce dernier ancien de la Gauche Prolétarienne et second théoricien du MEDEF) "*s'identifie à la responsabilité, au Bien, au Juste; tandis que la protection renvoie à l'irresponsabilité, au Mal*"⁴). A une époque où l'on se gausse encore de la disparition des idéologies passées : marxisme, communisme, le MEDEF voudrait bien combler le vide en imposant le sien toute neuve; "*peut-être l'idéologie du risque vient-elle occuper la place des grandes utopies du passé ?*" s'interrogent nos

deux penseurs de la nouvelle économie. Ewald, qui fut autrefois collaborateur de M. Foucault, n'hésite pas à affirmer dans une tribune des Echos (5-9-2000) que le capitalisme est lui-même "*une morale, un système de valeurs à la fois individuelles et collectives, celui précisément de l'entreprise avec les idées de risque, de liberté et de responsabilité qui la caractérisent.*" Ces belles pensées et d'autres trouvailles du genre de celles de l'DIMM (Union des Industries métallurgiques et minières), fédération patronale réac, virulente et influente "*la responsabilité individuelle vaut mieux que l'irresponsabilité collective*" traduisent bien la volonté du MEDEF d'imposer sa conception de l'individualisation du risque à la place de la responsabilité socialisée. Là, on est en droite ligne de l'attaque menée par le patronat contre la protection sociale. A ses yeux les droits sociaux doivent être fonction du degré



d'intégration dans l'activité productive et non plus liés à la personne elle-même. A quand la remise en cause du RMI qui, selon Kessler, consiste en droit sans devoirs, c'est à dire de l'assistance ? La perspective patronale en matière est celle d'une "*nouvelle protection sociale par et pour l'entreprise*"⁶). Ainsi donc la protection sociale ne relèverait plus de droits universels, mais serait pour l'entreprise un simple instrument de domination. On est largement sur la pente de la privatisation.

L'éloge du risque a donc pour raison d'être la disqualification des solidarités collectives. Et on ne peut que rapprocher de cette disqualification les modalités Aubry de la mise en place des 35 h

branche par branche et pis, entreprise par entreprise. On a vu qu'à ce niveau-ci, bien souvent, l'autoritarisme patronal a prévalu. Le risque c'est bien souvent le salarié seul qui le supporte : CDD, intérim, précarité, contrats divers, dégradation des conditions de travail, salaires immobiliers et parfois réduits.

Mais les patrons voient plus loin. Le salariat d'aujourd'hui - et d'hier - est un "*mode d'organisation du travail où l'un des partenaires à l'activité productive se trouve pratiquement déchargé de tous les risques en échange de sa subordination*" (Kessler et Ewald dans la revue *Le Débat*). Pour eux il faut donc que, en plus de la subordination le salarié prenne sa part de risque par une rémunération variable. Quand on sait que les profits d'une entreprise servent surtout à engraisser les gros actionnaires, on se demande ce que pourront tirer les salariés des performances réalisées, à moins de jouer le jeu des stock-options, de l'épargne salariale, de l'intéressement dépendant des cours boursiers. Et quid des périodes de vaches maigres ? En terme de risque, c'est quand même pas mal !

c) Le droit du travail. Autre objectif du MEDEF : la reconsidération du droit existant et sa modification. Règle d'or : la décentralisation des négociations - ou discussions - et leur engagement au niveau de l'entreprise "*niveau le plus fécond*", dit le MEDEF, en fait le lieu où le patronat a le meilleur rapport de force (faible en l'absence de syndicalisation, syndicat jaune). Alors que le droit du travail est régi par le principe de faveur : l'accord d'entreprise s'applique s'il est plus favorable que celui de la branche, lui-même meilleur que la loi, le MEDEF projette une remise en question de ce principe en se servant de l'accord dérogatoire, issu des lois Auroux de 82, la nouvelle règle. Exit le cadre légal, bonjour les pressions sur les accords à la base !

3) La Refondation sociale.

Il faut comprendre ce terme comme instrument patronal pour atteindre les objectifs qu'il s'est assigné sur la domination de la société qu'il veut (contre)révolutionner pour mieux assurer le pouvoir financier du capital. La sémantique patronale elle-même n'est pas innocente ; refondre c'est changer et de moule et de contenu. A la sauce libérale anglo-saxonne bien entendu. A ses yeux la droite française a trop hésité à suivre le modèle thatcherien et le social-libéralisme de Blair alors que les pics atteints

par le chômage leur en donnait l'occasion, au moins au début de sa "gouvernance" par la gauche plurielle). D'où l'impatience du MEDEF et sa volonté de paraître comme une deuxième droite bien plus volontariste et apte à faire le ménage nécessaire. Au frein de pouvoir politique (retrait du plan Juppé par exemple), le MEDEF adjoint celui des fonctionnaires et des services publics réticents à toute réforme dont l'inertie ne pourra être brisée que par le démantèlement du statut. Rappelons-le : il s'agit bien pour le patronat nouveau de s'imposer comme force intellectuelle et politique non seulement dans le domaine économique et social, mais aussi dans de secteurs aussi divers que la santé, l'éducation, secteur qu'il est nécessaire de contrôler, de maîtriser pour enfin parler et agir vrai, c'est à dire sous la houlette des thèses libérales

Ses applications. La première a consisté à prendre la décision en janvier 2000 de se retirer des organismes paritaires et, devant la panique des confédérations syndicales, d'accepter d'en différer l'application jusqu'à la fin de cette année. Battre le fer quand il est chaud est certainement la devise du MEDEF. Exploitant le choc provoqué chez les grandes centrales dites représentatives (CGT, FO, CFDT, CGC, CFTC), il convoquait le 3 février dernier les deux autres composantes patronales (CGPME et UPA) et ces mêmes centrales pour définir ensemble les divers chantiers de sa Refondation sociale, c'est à dire pour imposer son point de vue sur ces mêmes chantiers sur lesquels bien évidemment il cogite depuis pas mal de temps. Ceux qu'il estimait le plus urgent de démarrer l'ont été sur le champ, il s'agit de la nouvelle convention assurance-chômage, des retraites complémentaires, de la santé dans le travail et de la négociation collective. Les choses risquent d'être rondement menées si l'on se réfère au soutien scandaleux qu'a apporté la CFDT au MEDEF sur la question du PARE. Et de fait, dès le 10 février, la centrale de N. Notât et la CFTC signaient avec le MEDEF, la CGPME et l'UPA un accord sur la réforme des retraites, accord assassin en ce qu'il remet en cause notamment le départ à soixante ans de l'âge de la retraite pour un taux plein ? Ce que les uns et les autres appellent hypocritement "la retraite à la carte". Restent pour l'automne quatre terrains à rafraîchir : l'assurance-maladie et l'assurance-vieillesse, la formation professionnelle, l'égalité dans la profession entre hommes et femmes et la place des cadres.

Nul doute que là aussi le patronat fera tout pour amener ses "partenaires" à partager sa conception libérale de la

protection sociale, avec l'aval à posteriori du gouvernement. On peut même se demander si sa hâte de régler la question avant les échéances électorales de l'an prochain n'est pas sans rapport avec une possible crainte de se trouver en face de difficultés sous un éventuel gouvernement de droite du fait d'une réaction sociale plus marquée que celle qui se manifeste sous la gauche plurielle, si l'on veut bien excepter la grève du 25 janvier dernier pour la défense des retraites qui a mobilisé près de 300 000 personnes avec un fort soutien populaire, mais qui malheureusement fut sans lendemain.

Résumons-nous. Les ambitions du MEDEF sont claires : faire de l'entreprise la cellule de base de la société et donc le point de référence de l'activité économique et sociale ; faire en sorte que tout ce qui touche à son organisation, à son fonctionnement et à son développement soit abordé en discussion - le terme négociation ne serait plus approprié - de manière interne, au sein d'une communauté restreinte où chef d'entreprise et salariés deviendraient tous entrepreneurs partageant risques et responsabilités (en somme un mariage pour le pire et pour le meilleur) pour le plus grand intérêt - profit - du management et des actionnaires.

Tout cela passe nécessairement par la gestion du droit du travail et des lieux qui lui sont collatéraux telles que la retraite, les assurances et bien évidemment la déréglementation de la protection sociale, l'Etat étant sommé par les

institutions internationales (BM, FMI, OMC) relayées par la technocratie européenne, de réduire ses dépenses publiques et d'accélérer le rythme des privatisations (Poste, SNCF, France-Télécom). L'économie deviendrait le primat de tout développement auquel seraient subordonnés le social et politique.

Cette perspective est un retour en arrière sans précédent, où le travailleur court le risque de voir ses droits amputés, ses conditions de travail dégradées, sa vieillesse mal garantie. Elle est inacceptable dans une société de démocratie représentative, encore moins de démocratie directe fondée sur la solidarité et l'autogestion. En tant que telle elle est à combattre parce que totalitaire.

Juin 01

P.S.

Ce texte doit beaucoup à l'excellent dossier publié dans le n° 11 (automne 2000) de la revue "Débatte" d'Alternative Libéraire BP 177 75867 PARIS cedex 20, et dans une mesure moindre :

1) Au "Monde Libertaire" n° 1242

2) Au chiffon rouge de l'UL CGT du bassin de Longwy BP 688 54406 LONGWY cedex

3) A "Courant Alternatif" n° 108

Notes:

(1) Cependant les quelque 20000 manifestants qui se sont retrouvés dans la rue le 9 juin à Paris pour dire non aux licenciements "boursiers", réaction initiée par les structures syndicales de base et les associations, sans tenir compte de l'avis des confédérés totalement inertes, montrent qu'il existe, peut-être de façon latente, une réelle volonté de lutte.

(2) D. Kessler est aussi connu pour la réforme du système de sécurité sociale réalisée sous Pinochet.

(3) Extraits des nouveaux statuts du MEDEF

(4) cité par la revue "Débatte", p. 5

(5) Ibidem : p. 16

Seillière : circonstances atténuantes



Nous reprenons ici un texte déjà paru en mai 2001 dans la revue "La Raison". Il ne devrait laisser personne indifférent..'

A l'heure du "crédit d'impôt", contre toute dissociation revenu/emploi.

"Revenu minimum d'existence! Allocation universelle! Revenu social! Revenu de base! Revenu de citoyenneté! Revenu-socle! Revenu minimum inconditionnel ou garanti!" prône-t-on ici et là comme "solution" à la situation sociale déplorable engendrée par le chômage de masse.

Nous revoilà dans une période de retour en force du discours en faveur de l'instauration du appelons-le pour simplifier revenu d'existence (RE) I

Il faudrait, nous dit-on, dissocier emploi et revenu.

Et de développer des arguments tous apparemment plus généreux les uns que les autres en faveur de l'instauration du RE tout en affirmant de manière éhontée qu'il s'agit là d'une idée nouvelle, autrement dit, d'une idée -mot magique- MODERNE.

Nouveau? Moderne? Généreux? Source de progrès, ce RE? Le RE tout comme les fonds de pension (dont on peut saluer au passage le retour en force également au niveau du discours) n'est ni une nouveauté, ni l'expression de la modernité.

L'idée de RE remonte à l'époque de la Révolution de 1789 où elle est défendue par Thomas Paine, le père des Droits de l'Homme.

A remarquer curieusement qu'il s'agit aujourd'hui de la énième réapparition d'une proposition qui ressurgit en force chaque fois que le capitalisme connaît ce qu'on aime appeler une " crise " qui n'est en fait une crise que pour ceux qui vivent de leur travail, car la pieuvre n'est pas en crise, elle déroule ses tentacules et impose son totalitarisme insidieux, troisième grand délire meurtrier du siècle avec le nazisme et le stalinisme. La pieuvre se porte à merveille entraînant dans son développement souffrance et misère incommensurables, individuelles autant que collectives, physiques, affectives, psychologiques autant que sociales...

Si 1929 constitue un âge d'or pour l'essor du concept de RE qui devient "revenu social" avec J. Duboin, le courant "distributiste" et sa revue la *Grande Relève*, ce RE est porté aujourd'hui en France par A. Caillé, son courant dit anti-utilitariste, sa revue *Te Mauss* ainsi que par Yoland Bresson,

défenseur d'un projet "libéral de gauche" par le biais de son association pour l'instauration du revenu d'existence (L'Aire) rattachée au BIEN (Basic Income Européen Site) dont le fondateur est Ph Van Parijs, professeur d'éthique économique et sociale à l'Université Catholique de Louvain en Belgique.

Si l'idée de RE est particulièrement bien implantée notamment au niveau d'une université catholique avec non seulement Ph. Van Parijs mais aussi Ph. de Ville, Jean-Marc Ferry, cela ne doit guère nous étonner car celle-ci se nourrit volontiers de la notion, peu dérangeante pour l'ordre social, de charité.

Convergence apparemment surprenante mais qui ne l'est guère en fait: il faut noter que le RE revendiqué par des voix qui se réclament des mouvements de résistance à l'ultralibéralisme ne déplaît nullement aux ultralibéraux ouvertement déclarés et notamment à leur chef de file, l'économiste Milton Friedman très favorable à l'impôt négatif réapparu il y a peu sous l'appellation



"crédit d'impôt". Cet ultralibéral considère, en effet, que l'allocation universelle constitue un excellent moyen (grâce à la simplification des procédures qu'elle entraînerait par suppression des allocations de toutes sortes), d'atteindre le but qu'il recherche de longue date: le démantèlement de l'Etat dénommé pour la circonstance Etat-Providence ou Etat-Gendarme.

Il n'y a donc pas " UN " discours favorable au RE (ou ses clones) mais " DES " discours favorables qui sont re-

pris par certains partis politiques, certains mouvements, certains journaux, certaines revues...

Ainsi, les Verts français (par le biais de l'intergroupe "revenus" des commissions économie et social animé par Jean Zin) mais également les Verts européens, le mouvement des Chômeurs depuis 97-98 reprennent volontiers ce même discours.

Une forte composante développant ce thème clandestinement à côté des quatre autres officiels (dont le plus connu est celui de la taxe Tobin) existe aussi au sein d'Attac ainsi qu'au coeur de toute une nébuleuse de la presse écrite (le Monde DiplomatiqueO), Transversales Science et Culture, Politis ..) à l'origine de ce mouvement international contre la mondialisation financière.

Enfin, des livres en grand nombre sont sur le marché dont l'ouvrage tapa-geur de J. Rifkin (La fin du travail) préparant les esprits à la résignation ou le petit fascicule de Y. Bresson<2> qui nous invite, en pleine période de chômage de masse largement entretenu à "intervenir sur les gènes de la société"... " à oublier la sacralisation du travail pénible inscrite dans la conscience ouvrière, comme seul moyen d'affirmer la dignité de l'homme".

A remarquer que tous ces discours présentent des traits communs:

Ils invitent tous à accepter la situation actuelle de l'emploi comme un fait irréversible qui annonce la "fin du travail" et la "fin du salariat".

Après avoir dépeint la situation actuellement dégradée de l'emploi comme irrémédiable parce que conséquence inéluctable du progrès technique, après avoir invité parfois à la mise en place d'un "Tiers Secteur" ou d'un secteur ^"Economie Solidaire" etc... autrement dit d'une forte segmentation du marché du travail avec mise en place de secteurs protégés et donc dévalorisés, ces discours nous invitent à accepter le remplacement ^du "droit au travail" et donc "à l'emploi rémunéré mentionné dans la Constitution par un "droit à l'activité", c'est-à-dire à un travail bénévole et permis grâce au versement d'un revenu minimum d'existence qui serait une sorte de RMI plus ou moins permanent et inconditionnel pour les personnes qui

auraient "fait le chohf de ne pas travailler. Ces déclarations soutiennent cette évolution au risque d'entériner la dualisation sociale actuelle et de perpétuer une société à deux vitesses composée de citoyens à part entière (ceux qui ont un emploi) et de citoyens de seconde zone (ceux qui doivent se contenter de "choisi" une activité assortie d'un revenu d'existence "minimum")

Ces discours nous mentent et ont pour but de nous tromper.

La thèse de "fin du travail" est démentie par les statistiques. La population ayant un emploi en France n'est pas en diminution mais en augmentation comme le montrent les chiffres officiels:

1945-1973: +2,4 millions, 1973-1998 : +2,9 millions.*3)

La thèse de la " fin du salariat " est tout aussi fausse. Le nombre de salariés progresse alors que c'est le nombre des travailleurs non salariés qui diminue contrairement à ce que certains prétendent. Si l'offre d'emploi est insuffisante pour absorber toute la main d'oeuvre disponible, si le travail se précarise le progrès technique ne peut être désigné comme responsable car le progrès dépend de ce que l'on en fait si bien qu'il faut chercher ailleurs les vraies causes .

La "dislocation du salariat universel selon l'expression d'Alain Caillé*4), est sans aucun doute souhaitée, recherchée par certains qui l'annoncent pour mieux la faire advenir mais la disparition du salariat constitue largement un rêve ou un espoir déçu pour ses adversaires car les faits et les chiffres ne le confirment pas:

1975:17 408 000 salariés,
1996:19 637 000 salariés 2 700
000 non salariés en 1999.*5)

Il faut noter que la thèse de "fin du travail" n'est pas non plus nouvelle. Là encore, nous assistons à la résurgence d'un vieux discours puisqu'au 17ème siècle en Grande-Bretagne*6), en 1848 en France, elle était déjà soutenue. Bien que celle-ci ait été maintes et maintes fois démentie par les faits, cela n'empêche pas ses partisans de la ressortir régulièrement du placard... en période de chômage de préférence!

Quels sont les arguments des promoteurs et partisans du revenu d'existence?

Ceux-ci, nous l'avons vu précédemment, affirment que l'Homme est totalement libre de ses choix, et donc, en contrepartie, totalement responsable de son destin, de la place qu'il occupe dans la hiérarchie sociale. Il s'agit là d'une négation de l'inscription sociale de l'Homme et d'une conception philosophique de ce dernier plutôt surprenantes de la part de théoriciens qui se réclament

en même temps de la résistance à l'" ultralibéralisme"...

Ceux-ci prétendent que l'on peut être citoyen à part entière dans une organi-



sation sociale telle que la nôtre où l'identité se confond largement avec l'identité professionnelle, que l'on peut jouir d'une certaine reconnaissance sociale sans occuper d'emploi. Les personnes qui n'occupent aucun emploi c'est-à-dire les "privés d'emploi" (chômeurs), les femmes au foyer... savent bien qu'il n'en est rien et que c'est la place occupée dans la division sociale du travail qui confère actuellement l'essentiel de l'identité et de la reconnaissance.

On ne changera pas cet état de fait par décret. Le travail occupe, quoi qu'on en dise trop souvent, une place encore très centrale dans notre société*7) et c'est l'emploi qui est base essentielle de la citoyenneté. La revalorisation du travail, comme condition du recul du mépris actuel à son égard, semble une voie beaucoup plus saine et plus porteuse pour l'avenir, or, celle-ci ne passe que par un rééquilibrage du rapport de forces CapitalTravail.

Les promoteurs du revenu d'existence négligent les voies de sortie par le haut de la situation dans laquelle se trouve notre société depuis une trentaine d'années:

Ils oublient d'évoquer la réduction du temps de travail sous la forme d'une vraie loi qui ne fragiliserait pas les salariés et omettent de dire que le droit du travail tel qu'il est aujourd'hui défini, s'il était simplement respecté (ce qui supposerait le renfort de l'effectif des Inspecteurs du Travail, l'élargissement de leur pouvoir et l'appui de la justice)*8), entraînerait la création de milliers d'emplois rendue nécessaire par la suppression des heures supplémentaires imposées et non rémunérées très nombreuses aujourd'hui.

Car, nous ne pouvons que le constater autour de nous, les besoins en emplois sont énormes en France. Pendant que des hommes et des femmes sont "privés d'emploi" ou "privés d'emploi stable", d'autres croulent littéralement sous la tâche, accablés d'heures supplémentaires dont beaucoup, le chantage au chômage aidant, ne sont pas rémunérées.

Les promoteurs du revenu d'existence évitent d'évoquer les vraies causes de la situation sociale actuelle. Que se passe-t-il réellement aujourd'hui et ce depuis la fin des années 70?

De 1936 à la première moitié des années 70, le salariat avait réussi à rétablir un certain équilibre du rapport de forces Capital/Travail. A la faveur des crises dites du pétrole de la deuxième moitié des années 70, les ultralibéraux qui attendaient leur revanche et, avec eux, le patronat ont repris l'offensive. La venue au pouvoir de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan a facilité la modification à leur avantage du rapport de forces. Le syndicalisme notamment français s'en est trouvé particulièrement affaibli et le salariat livré au terrorisme permanent grâce à un chantage au chômage savamment entretenu.

La peur a envahi les lieux de travail !*9). Après s'être largement diffusée dans le secteur privé, avoir facilité les attaques à l'égard de la protection sociale... elle s'est propagée dans le secteur public en cours de démantèlement avancé. Les PTT, la SNCF, EDF et même l'Education Nationale sont maintenant menacés de privatisation.

Le système de retraite par répartition, si l'on n'y prend garde, disparaîtra et avec lui la solidarité au profit d'un individualisme exacerbé. Les acquis sociaux, résultat des luttes menées par les générations antérieures, s'effiloquent un à un.

Le capitalisme industriel a fait place à un capitalisme financier tandis que le pouvoir des gestionnaires des grandes institutions (des fonds de pension, grandes compagnies d'assurances, fonds de placements collectifs) fait courber l'échine aux travailleurs de France et du monde entier.

On nous annonçait, suite à l'explosion du Bloc de l'Est, la "fin de l'Histoire" autrement dit, la disparition de la lutte des classes. En fait, c'est une lutte féroce, impitoyable qui se déroule sous nos yeux et qui ne peut tourner à l'avantage du salariat que si celui-ci se mobilise et exige la construction d'un monde plus juste, plus respectueux des peuples, des citoyens, de l'Humanité et de la Nature en lieu et place d'une mondialisation financière qui, ne visant que le

profit, le court terme et l'intérêt de quelques-uns envoient notre monde dans le mur et met en péril la démocratie et notre avenir.

Défendre le revenu d'existence, le tiers secteur, l'économie quaternaire ou solidaire ou plurielle... c'est vouloir aménager, en fait, au lieu de le combattre, un système de développement dont on mesure chaque jour les conséquences désastreuses aux niveaux humain, social et environnemental afin de mieux le perpétuer; c'est inviter à la résignation au lieu d'encourager la mobilisation.

Claire Avril

Bibliographie:

Grozelier Anne-Marie (98) *Pour en finir avec la fin du travail.* Ed. de l'Atelier. Paris.

Harribey Jean-Marie (99) *Les enjeux théoriques et politiques et les risques de l'allocation universelle. Colloque international du Groupe de recherche Economique et Sociale (GRECOS), Université de Perpignan "Economie plurielle, économie solidaire; l'emploi en question" 20,21, 22 octobre 1999.*

Harribey Jean-Marie (2000) *L'économie sociale et solidaire, un appendice ou un faux-fuyant ? Consultations régionales de l'économie sociale et solidaire-Conseil Régional d'Aquitaine-14 avril.*

MAUSS revue trimestrielle n° 7 sept 96. *Vers un revenu minimum inconditionnel ? La Découverte Mauss.* Paris (n° publié avec le concours du Commissariat Général du Plan)

Ramaux Christophe (97) *La "pleine activité" contre le chômage; les chemins de l'enfer peuvent être pavés de bonnes intentions pp 93-119 (ch. 5 de F Appel des économistes pour sortir de la pensée unique. Pour un nouveau plein emploi. Syros. Paris).*

Les 100.000 façons de tuer un homme

*Non, je crois que la façon la plus sûre de tuer un homme, C'est de l'empêcher de travailler en lui donnant de l'argent... * Non, vraiment, j'y tiens, la meilleure façon de tuer un homme,*

C'est de le payer à ne rien faire...

Non, vraiment, je reviens au sentiment premier,

L'infaillible façon de tuer un homme,

C'est de le payer pour être chômeur

Et puis, c'est gai dans une ville,

Ça fait des morts qui marchent.

Félix Lec/erc.

(1) Cf éditorial d'Ignacio Ramonet-janvier 2000

(2) Bresson Yoland (2000) *Le revenu d'existence ou la métamorphose de l'être. L'esprit frappeur.* Dagorno

(3) 1973 à 1998. *Marché du travail, séries longues, Insee, résultats n° 6-10 juin 98.*

(4) Cf Mauss en bibliographie - p. 149

(5) Insee Division Emploi. *Tableau dans Grozelier (ouvrage en bibliographie p. 27)*

(6) Cf *La grande transformation de Polyani*

(7) Cf De Bandt, *Dejours, Dubar.. La France malade du travail.* Bayard éditions. Paris 95

(8) Cf Gérard Filoche, *Le travail jetable, sur-travail, sous-travail ou sans travail.* Ramsay. Paris 1997.

(9) Cf Dejours Christophe. *Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale.* Seuil.. Paris. Janvier 98.

Fernand Pelloutier et les bourses du Travail

Un film documentaire de 52 mn

Fernand Pelloutier est mort en 1901, il y a tout juste un siècle. Il fut l'un des principaux artisans d'une expérience hors du commun, celle des Bourses du Travail.

Le film mettra en lumière la richesse de cette grande oeuvre collective. Les Bourses du Travail furent en effet, tout à la fois, des espaces de Contre-pouvoir préfigurant une autre société, des bureaux de placement, des foyers d'action culturelle et de formation professionnelle, et des lieux de solidarité concrète entre les salariés et les chômeurs. En quelques années, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, les Bourses se sont multipliées, devenant les centres de la résistance ouvrière, avec en perspective, selon la formule de Fernand Pelloutier, "la Révolution sociale par la Grève générale". Durant dix ans, la fédération des Bourses du Travail fut le principal soutien des syndicats naissants, avant de devenir l'un des piliers de la jeune CGT.

Avec Fernand Pelloutier, nous découvrirons la condition ouvrière en cette fin du XIXe siècle, marquée par une terrible précarité. A Saint-Nazaire, ville rebelle où il passa toute sa jeunesse, nous le verrons, journaliste dès seize ans, dénoncer la misère et se battre pour la mise en place d'une Bourse du Travail. Puis ce seront ses grandes enquêtes sur la condition ouvrière, et notamment sur celle des femmes.

Fernand Pelloutier, jeune militant politique passionné, s'engage avec son ami d'alors, Aristide Briand, dans le Parti ouvrier de Jules Guesde, puis il rompt avec ce dernier. A Paris, Fernand Pelloutier découvre la bohème anarchiste et littéraire de la "Belle époque", et rencontre les premiers artisans du syndicalisme révolutionnaire, dont l'anarchiste Emile Pouget. Pelloutier va se rallier au combat libertaire, tout en devenant l'un des principaux artisans du syndicalisme. Nous découvrirons avec lui les joutes politiques qui agitaient alors le mouvement ouvrier, rencontrant, parmi beaucoup d'autres, Jean Jaurès ou Louise Michel.

En 1895, à l'âge de 26 ans, Pelloutier devient secrétaire général de la fédération des Bourses du Travail. Il sera réélu à l'unanimité jusqu'à sa mort, sept ans plus tard. A ses côtés, nous serons les témoins de ces temps héroïques du syndicalisme. Nous verrons aussi Fernand Pelloutier mener combat pour que le mouvement syndical s'engage avec les Dreyfusards.

Portrait d'un individu singulier, marginal engagé, rebelle positif, anarchiste organisateur, idéaliste soucieux des questions les plus pratiques, dévoué jusqu'au sacrifice à la cause collective... Portrait de groupe également, de ces militants ouvriers de toutes régions, obscurs et généreux, qui bâtirent le syndicalisme et dont les expériences, à commencer par celle des Bourses du Travail, pourraient bien inspirer les débats citoyens d'aujourd'hui...

[Réalisation: Patrice Spadoni (qui a réalisé les documentaires "EN MARCHE. Chroniques des Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions" et "DANIEL GUÉRIN. Combats dans le siècle". Il est coauteur du livre "LES SENTIERS DE LA COLERE" (Éditions L'Esprit frappeur).]

Produit par l'association "**Canal Marches**" ce film a besoin de soutiens financiers. C'est pourquoi nous vous proposons un "achat -souscription" : vous versez dès maintenant le montant (100 F minimum) d'une K7 VHS, que vous recevrez en septembre prochain, quand la réalisation du film "**Fernand Pelloutier et les Bourses du Travail**" sera achevée.

Fournir : Nom / Prénom / adresse complète. Chèque à l'ordre de "**CanalMarches**". Adresse: Canal Marches, 104 rue des Couronnes, 75020 Paris

Groupes en mouvement

Le mouvement social que nous appelons de nos vœux ne sera sûrement pas impulsé par les "grandes" organisations. Par contre, de "petits" groupes semblent davantage en capacité d'analyser et d'amplifier certaines évolutions sociales prometteuses. Pas étonnant donc qu'ils nous intéressent. En voici deux.

Mouvement social et alternative politique

C'est le nom d'un groupe qui édite un bulletin dont le n°4 est paru en avril dernier. Les principes politiques de ce groupe, affichés en première page, correspondent pour l'essentiel à ceux que nous défendons dans l'équipe d'ACC. Qu'on en juge :

Affirmer

- notre refus d'un monde qui marche sur la tête, destructeur et assasin

- que nous sommes nombreux à ne pas accepter cette situation comme inéluctable.

- mais que nous ne sommes pas prêts à rouler pour n'importe qui faute de mieux.

Affirmer

- notre rejet de la morale dominante et de ses valeurs, qu'elle soit le produit du "capitalisme" triomphant ou de toutes ses variantes.

- que l'alternative est utopie, c'est à dire réalité de demain

- que notre anti-capitalisme n'est pas négociable et qu'il y a un pas infranchissable entre compromis et compromission.

Affirmer

- que l'histoire continue et que le capitalisme n'est pas la forme achevée de tout le rapport social.

- qu'un autre monde est possible et que c'est à nous de le penser, de le créer.

- que nous en avons les capacités et que si ce n'est pas nous qui le faisons, il nous sera toujours imposé.

L'édito du n° 4 est consacré aux élections. Sur ce thème, vous pourrez sentir quelques différences avec ce qu'a défendu ACC :

"Aux municipales et aux cantonales, les résultats de la Gauche Plurielle, même en y associant les verts qui s'implantent, C'EST PAS TERRIBLE... La politique du gouvernement, C'EST PAS FOLICHON... Où ça nous mène ?!"

Une enquête du journal Le Monde du 21.03.2001 révèle que 39% des sympathisants DE LA GAUCHE n'ont pas voté au 2e tour; 40% des ouvriers n'ont pas voté, 53% des jeunes 18-25 ans et 39% des 25-35 ans. Enfin, pour deux électeurs sur 5 ayant voté, le jugement porté sur la politique actuelle a été un critère important ou primordial.

Tout un peuple s'interroge et s'inquiète :

Il ne voit aucun changement décisif dans sa condition; Il ne se sent pas représenté par ses élus de gauche; Il craint pour l'avenir, aussi bien celui de l'humanité et de la planète que pour l'avenir de sa vie quotidienne. Et pourtant, il résiste, il s'organise dans des actions multiples: Société, Solidarités, Culture, Ecologie...

La démocratie représentative marque désormais ses limites. Les partis de gauche en ont fait leur domaine réservé. Laissons-les se débrouiller avec leurs problèmes. Cherchons des perspectives. Avançons des solutions.

Puisqu'il faut enfin se faire entendre, renversons les façons traditionnelles de faire de la politique et nous verrons alors si un peuple muet peut devenir un peuple actif.

Pour cela, préparons pour 2002 l'élection du député de la circonscription de façon radicalement neuve :

- En nous réunissant par petits groupes de citoyens au niveau local;

- En mettant à jour les points sensibles sur lesquels on doit faire bouger les choses;

- En faisant appel à ceux qui peuvent informer sur les dossiers;

- En dressant de proche en proche la liste des ruptures possibles et nécessaires;

Bref, au total, en élaborant un programme législatif de la circonscription, assorti des garanties qu'il sera défendu, suivi, ajusté en permanence par le va et vient entre l'élu et la population. (...)

Il faut entrer en rupture avec des fonctionnements bureaucratiques, entrer en rupture avec des pratiques de clientélisme, en rupture avec l'absence de transparence de la prise de décision.

Alors ? Peut-on renverser la vapeur dans la préparation des législatives de 2002 ? Oui. Commençons demain. "

De quoi engager un débat !...

Pour s'abonner au bulletin "Mouvement social et alternative politique" qui s'efforce d'être trimestriel adresser un chèque de 50 F (à l'ordre de DRO) à MSPA / c/o F. PINTA Le Chambon bas 07230 FAUGERES. Pour un contact téléphonique : 04 75 94 38 21 ou 04 75 39 99 18 (également fax).

Comité d'Initiative Citoyenne

C'est un autre groupe dont on se sent assez proche et dont on vous avait déjà parlé. Il fait aussi "un constat sans détours" :

"Depuis que la crise se développe, les hommes de pouvoir ne savent plus, ne peuvent plus ou ne veulent plus résoudre les problèmes essentiels de notre société_ pour que les changements indispensables soient imposés, il faut en passer par l'action responsable et persévérante de chacune et chacun.

Le C.I.C. se fixe comme objectif d'agir au niveau local, de stimuler la concertation, de diffuser l'information, d'agir en réseau en démultipliant les actions, d'organiser des rencontres conviviales. "

Sa priorité est "de multiplier les initiatives pour parvenir à une citoyenneté active où les électeurs ne signeraient plus un chèque en blanc aux élus. La démocratie ne peut fonctionner que si les citoyens s'en servent, que s'ils se donnent les moyens d'intervenir. Sans cette condition, la démocratie s'use, se dégrade, la société se désagrège..."

Il ne s'agit pas d'aller dans le sens de la disqualification des partis politiques mais dans le sens de leur mutation et de leur revalorisation par la pression constante des aspirations citoyennes.

Les comités pour une citoyenneté active sont des lieux de combats pour le meilleur de l'homme, pour éviter que soi rompue la cohésion sociale. Ils sont le lieu du réapprentissage de faction citoyenne : pour que l'économie soit au service des hommes, pour le respect des équilibres écologiques et le développement soutenable, contre la dictature de l'argent."

Pour une démocratie citoyenne...

Pour contacter le C.I.C. (Comité d'Initiative Citoyenne du Pays de Fayence) : BP 3 83440 FAYENCE Tel / Fax : 04 94 76 96 58.

Droit de vote et d'éligibilité pour tous à toutes les élections.

Le projet de loi sur le droit de vote des étrangers non communautaires résidant en France, déposé le 3 Mai 2000 à l'Assemblée Nationale est resté bloqué aux portes du Sénat. La responsabilité en incombe au premier Ministre et au Président du Sénat. Ainsi, les étrangers ont pu être éliminés du vote aux municipales. Diabolisation à droite et à l'extrême droite, instrumentalisation à des fins électoralistes par la gauche plurielle... Quand donc la classe politique cessera-t-elle de surfer sur l'immigration?

Mitterrand avait fait du droit de vote des étrangers une promesse électorale qu'il s'est empressé de ne pas tenir pendant 2 mandats. Puis Jospin l'a prudemment fait disparaître de son programme. A leur tour, le débat et les espoirs suscités lors des municipales de 2001 ont abouti à un "flop" final. Les étrangers non communautaires voteront-ils enfin aux municipales de 2007 ou le projet sera-t-il renvoyé aux calendes grecques?

Nous soutenons la revendication du droit de vote et d'éligibilité pour tous aux municipales. Mais soyons clairs: ELLE EST INSUFFISANTE. Quant à la proposition de loi votée par les députés de la gauche plurielle, elle n'est qu'une demi-mesure à caractère fortement discriminatoire: non seulement les étrangers ne pourront voter qu'aux municipales, mais en plus (ou en moins!), ils ne pourront accéder ni au poste de maire ni à celui d'adjoint. Un premier pas vers la citoyenneté? Sans doute. Mais qui donc a frileusement décidé qu'on ne pouvait

avancer sur ce terrain que pas à pas?

DROIT DE VOTE ET D'ELIGIBILITE POUR TOUS A TOUTES LES ELECTIONS (locales, nationales, européennes), telle est notre position. La citoyenneté est indivisible. Il est inadmissible que des populations vivant ensemble sur un même territoire, prenant ou ayant pris une part active à la production de sa prospérité, y étant contribuables, participant à la vie sociale, soient divisées en catégories aux droits inégaux.

Tant que l'immigration restera maintenue dans une situation de non-droit politique ou de citoyenneté au rabais, la porte restera ouverte à tous les fantasmes qui alimentent le racisme. Les récentes campagnes électorales en sont la navrante illustration: de l'extrême droite à la gauche plurielle, elles ont eu pour thème central l'insécurité. Nous savons trop bien ce que ce terme sous-entend. Racisme clairement énoncé pour les uns, hypocrisie pour les autres, les campagnes électorales ne furent guère autre chose qu'une surenchère de discours stigmatisant les immigrés. Une fois de plus, elles ont prouvé à quel point l'extrême droite, malgré son affaiblissement, réussit à rester présente, une partie de la classe politique se chargeant de relayer son discours, ses thématiques, sa manière de poser les questions de société.

Il est urgent que les étrangers soient reconnus comme sujets politiques à part entière. L'octroi de la pleine citoyenneté renverserait la logique raciste qui sous-tend les politiques actuelles. Stigmatiser l'étranger deviendrait difficile dès lors qu'il serait devenu "clientèle politique", donc voix potentielle pour les candidats aux diverses élections.

Revendiquer l'égalité politique pour tous ceux qui résident en France en dissociant citoyenneté et nationalité, c'est un des aspects importants de la lutte contre l'extrême droite, le fascisme et le racisme. Quant aux obstacles institutionnels et constitutionnels, il appartient aux gouvernants de les lever: si la majorité plurielle était convaincue que l'octroi du droit de vote et d'éligibilité est une mesure de justice élémentaire, rien ne l'empêcherait de se donner les moyens politiques de sa réalisation.

Seule une pression constante pourra emmener les élus à renoncer à leur frilosité et à faire enfin preuve de courage politique.

[Ce texte est extrait du bulletin n°25, avril-mai 2001 du comité antifasciste Ras l'Front - Mulhouse.]

Sources:

- A. BIHR, "LE SPECTRE DE L'EXTREME DROITE, les Français dans le miroir du front national", Ed. de l'Atelier, Février 98.
- S. BOUAMAMA, "J'Y SUIS, J'Y VOTE, La lutte pour les droits politiques aux résidents étrangers", Ed. L'Esprit Frappeur, n°77, 5ème trimestre 2000.
- "L'Echo des Cités", journal du MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues), 26 bis rue Kléber 93100 MONTREUIL.

Hypocrisies

"La Lettre de la citoyenneté" (Pour s'abonner 1 an : 100 F; chèque à l'ordre de VASECA 74 rue des Jacobins BP 2709 80027 AMIENS cedex. Tel/fax : 03 22 89 04 90) relate dans son n°51 la rencontre, le 3 mai dernier, d'une délégation de militants avec le Président du Sénat. Ce dernier, opposé au droit de vote des résidents étrangers et gêné par le résultat de sondages qui indique que l'opinion en Europe y est majoritairement favorable, a suggéré aux associations de... demander un référendum ! Comme si ce n'était pas de la responsabilité du Sénat, qui cherche à bloquer la procédure...

En matière d'hypocrisie, le "Vertueux" Jospin n'est pas en reste. Dans un texte adopté début juin la Conférence des Alternatifs met en évidence, en effet, que l'argument de la lourdeur d'une réforme de la Constitution n'est qu'un prétexte : Si le "peut-être-pas-candidat" Jospin ne veut pas se contenter de nouvelles promesses non tenues, rien ne l'empêche, par exemple, par le biais d'une simple loi, d'autoriser immédiatement la consultation des étrangers sur un sujet d'intérêt local (consultation aujourd'hui interdite par la loi de 1992)...

Bien entendu, des promesses, il y en aura, sur ce sujet comme sur bien d'autres : le Parti socialiste est entrain d'en concocter sous la direction d'Henri Nallet qui rédige le projet de programme pour les élections de 2002.



Rencontres et lectures à contre courant

La geste d'Edmone

ACC n'a pas pour habitude de présenter des pièces de théâtre. Mais le texte que nous a fait parvenir Jean Reinert ne nous a pas fait hésiter une seconde. Comme le dit l'auteur lui-même dans un mot d'accompagnement : "il n'y a pas tant de textes de théâtre qui parlent de la Résistance en milieu populaire"

Certes les faits d'armes furent nombreux pendant la période d'occupation. La répression de la police de Vichy à la solde des nazis et de la gestapo n'a pas fait fléchir le courage, la détermination et l'acceptation du risque : la torture, la déportation, la mort. Beaucoup ont été relatés, l'histoire s'est saisie de ces événements, le roman même s'en est emparé. Mais rarement un texte a été écrit pour pouvoir être re-vécu sur scène. Et c'est justement le cas pour la pièce de Jean Reinert qui, à partir d'une action qui eut lieu dans le Calvados les 16 avril et 1^{er} mai 1942, menée par un réseau de résistants constitués de gens ordinaires : ouvriers, cheminots, instituteurs, employés, et qui fit plusieurs dizaines de morts parmi les Allemands, a voulu faire le "retour aux sources de l'engagement, à la rupture qu'a représenté celui-ci - rupture par rapport à la société, rupture vis à vis du milieu, rupture dans la vie privée", car, ajoute-t-il, "c'est là que nous atteignons l'espace de la tragédie". Et en effet qu'est-ce qui peut pousser un être humain, jusque là "sans histoire" dans une voie qu'il sait être celle de sa propre perte ?

On s'autorisera encore deux mots sur l'écriture. Le style est concis, la formule à la fois sobre et riche en allusions, d'où un poème épique dans la tradition; bref "une chanson de geste".

L'auteur écrit pour le théâtre (Le Don J., les Bacchantes, Apprentissage de l'Apocalypse, Average Analysis...)

"La Geste d'Edmone" est parue aux Editions Espace 34, BP 2080 34025 MONTPELLIER cedex 1. Prix : 60 F.

Liquidation totale

On aurait dû vous en parler plus tôt : le trimestriel "Liquidation totale" (32 pages) a consacré l'essentiel de son n° 1 à la merde carnée consommée à la tonne quotidiennement. Conclusion : "Nous sommes tous devenus des animaux d'élevage". L'étude est très documentée et farcie de précisions écoeurantes. Elle reste néanmoins digeste, par la grâce du talent et de l'humour de ses auteurs.

Le n° 2 de "Liquidation Totale" devrait être consacré à une analyse de la publicité.

Pour acheter un numéro : 18 FF. Pour s'abonner (1 an : 65 FF) s'adresser à "Pâtée de Tête" BP 17 91415 DOURDAN cedex

Inf ' OGM

Inf ' OGM, le bulletin de "Vieille citoyenne" sur les OGM en est à son n° 21 où, dans un "point de vue" assez pessimiste, A. Apoteker doute de la possibilité de faire encore valoir, contre les intérêts dominants, la notion de patrimoine génétique de l'humanité. Comme dans chaque livraison, vous découvrirez par ailleurs, en provenance de toute la planète, rangées dans différentes rubriques (Consommation & économie, Législation, Recherche & environnement, Actions citoyennes) des informations très pointues sur les OGM.

Dans son n° 21, deux pages supplémentaires sont consacrées au riz transgénique doré, que certains présentent, à grand renfort de publicité, comme l'OGM utile pour les

pays en voie de développement...

Inf ' OGM est un mensuel gratuit. Faites néanmoins l'effort de le soutenir : abonnement de soutien à partir de 100 F à adresser à Inf ' OGM 28 rue Jules Ferry 93100 MON-TREUIL Tel : + 33 (0)1 48 51 65 40 Fax : + 33 (0)1 48 51 95 12. Site web : www.infogm.org

Pour le droit au transport

En réaction à la "semaine des transports" imaginée par le ministère, quelques organisations ont lancé un appel pour le droit au transport pour toute et tous et se sont mises d'accord pour mettre sur pied une campagne qui durera une semaine, du 17 au 23 septembre. Temps fort : une journée d'action nationale le samedi 23 septembre.

Une affiche devrait être réalisée à cette occasion au prix d'un franc l'unité. Pour en savoir plus vous pouvez contacter par fax AC ! Ariège (05 61 01 52 45) ou No Pasaran ! (01 43 72 15 77). Adresse : No Pasaran ! 21ter rue Voltaire 75011 PARIS.

Non au 4ième sous-marin nucléaire

Plusieurs revues et organisations dont le **MAN, Stop Essais, Silence, Mouvement de la paix**, proposent d'envoyer des cartes de protestation à Chirac, à Jospin et à votre député pour demander que la France renonce à la construction du 4ième sous-marin nucléaire et à la mise en oeuvre des programmes associés (missiles M51 et têtes nucléaires océaniques) en respectant, pour une fois, les engagements qu'elle a pris en ratifiant des traités internationaux de non-prolifération et d'interdiction des essais nucléaires. De plus, les gros moyens financiers économisés pourraient servir à créer une dynamique de sécurité bien comprise en contribuant au développement de ces pays où les dictatures et les intégrismes se nourrissent de la misère.

Pour tout renseignement complémentaire et pour se procurer le matériel (notamment les cartes de protestation) s'adresser à : Campagne Désarmement -SNLE c/o MAN 114, rue de Vaugirard 75006 PARIS.

InfoSuds

C'est impressionnant : pour 10 balles, 20 pages format A3 d'informations et de dossiers très fouillés. Plus du tiers du n° 30 (juin 2001) **d'Infosuds** est consacré à l'Afrique ("Afrique et à sang"), de plus en plus "sous-traitée" par des groupes privatisés (multinationales, mercenaires et réseaux d'influences). Un indicateur de taux de corruption est fourni ! D'autres articles internationaux occupent un autre tiers du numéro.

En supplément, un recto-verso A3 encarté qui détaille, chiffres à l'appui, la politique exportatrice d'EDF. "Antinucléaires de tous les pays, contribuez à faire connaître le scandale des exportations françaises d'électricité d'origine nucléaire. Dénonçons ensemble l'hypocrisie de tous les gouvernements et clients qui en profitent !" proposent les trois associations à l'origine de cet encart : 1) le **Comité Européen pour la protection de l'Habitat, de l'Environnement et de la santé**, 2) le **Comité Indépendant Anti-THT du Volvestre**, 3) le **Collectif la Rotonde**. On peut les contacter à l'adresse suivante : C RAS BP 492 31000 TOULOUSE cedex 06,

Si vous n'habitez pas dans la région de Toulouse, le meilleur moyen de se procurer **InfoSuds** est l'abonnement : Pour 5 numéros, adresser un chèque de 50 F à l'ordre d'**InfoSuds** c/o Radio Canal Sud 40 rue Alfred Duménil 31400 TOULOUSE. Tel 05 61 52 03 99. Site : <http://www.infosuds.org>

Krivine avoue :

C'ÉTAIT MOI LE FRÈRE
DE JOSPIN À L'O.C.P.!



G8



BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 7,62 Euros ou 50 FRF
- de SOUTIEN Euros ou FRF
- Faibles ressources (selon possibilités)

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

**Abonnement à retourner à : A CONTRE COURANT
BP 2123 68060 MULHOUSE cedex**

avec chèque à l'ordre de: **A CONTRE COURANT**
(CCP Chalons/Marne 35 5383 L)

A CONTRE COURANT

1 RUE HUGO

F-52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

Routage 206 - Dispense de timbrage

Directeur de publication : **JEAN FORTCHANTRE**
CPPAP N° 70783 Imprimerie spéciale

Sommaire

- Page 1..... Edito : A la mémoire de Carlo GIULIANI
- Page 2 à 4Actualiser le communisme (suite 6 et fin)
- Page 5 à 7..... Les ambitions du MEDEF
- Page 8 à 10 Contre la dissociation revenu / emploi
- Page 10..... F. PELLOUTIER et les bourses du travail
- Page 11 Groupes en mouvement
- Page 12.....Droit de vote et d'éligibilité pour tous
- Page 13..... Rencontres et Lectures
- Page 14..... Dessins de SEB

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 0325055757 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / M. JEAN
B. SCHAEFFER / SEB / A. ET D. WALTER